

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 06 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 septembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PLACOPLATRE**

Rond-Point du Fayel  
95560 BAILLET EN FRANCE

Référence : ud95-2023-0713

Code AIOT : 0006506167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 septembre 2023 dans l'établissement PLACOPLATRE implanté Rond-Point du Fayel à BAILLET EN FRANCE (95560). L'inspection a été annoncée le 30 juin 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection programmée s'inscrit dans le suivi annuel de la carrière souterraine de MONTMORENCY.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLACOPLATRE
- Rond-Point du Fayel - BAILLET EN FRANCE - 95560
- Code AIOT : 0006506167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PLACOPLATRE est autorisée à exploiter une carrière souterraine de gypse sous le massif de la forêt de MONTMORENCY sur une superficie de 946 ha. Par arrêté préfectoral n° 3407 du 27 juin 2001, l'exploitation de cette carrière a été autorisée pour une période de 30 ans.

Une plateforme de reprise des remblais avant leur acheminement et mis en oeuvre en carrière, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 17 mai 2021. Cette plateforme de rupture de charges a été réceptionnée à l'issue de l'inspection du 15 décembre 2021. L'inspection du 14 septembre 2023 visait à vérifier l'opérationnalité de cette plateforme et le respect de certaines obligations réglementaires concernant la traçabilité des remblais.

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous et tel que repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021 :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m <sup>3</sup> /h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1 131 m <sup>2</sup>

A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article 2	/	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article II-15	/	Sans objet
3	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 3	/	Sans objet
4	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 5	/	Sans objet
5	Vérification et contrôle visuel	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 7	/	Sans objet
6	Accusé de réception	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 8	/	Sans objet
7	Registre d'admission	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des remblais est réalisé avec sérieux.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques de classement au titre des installations classées

### Prescription contrôlée :

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 946 ha	1 000 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	641 kW
1434-1	D	Installation de distribution de liquides inflammables	Débit de 6 m <sup>3</sup> /h
2517	NC	Station de transit, regroupement	Aire de transit de 1 131 m <sup>2</sup>

A : autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration et NC : Non Classé

### Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière.

La carrière de BAILLET EN FRANCE, située sous la butte de MONTMORENCY est actuellement exploitée par 2 exploitants : PLACOPLATRE et ETEX. Un unique tunnel permet d'accéder à la carrière souterraine. Après la descenderie, des panneaux indiquent les zones d'exploitation de chacun des exploitants.

La carrière de BAILLET EN FRANCE produit environ 600 000 tonnes par an de gypse (PLACOPLATRE + ETEX). C'est la plus grosse carrière de gypse de France avec ETEX en volume.

Seule la première masse de gypse est exploitée. Elle se trouve entre 40 et 80 m de profondeur, au niveau de la butte de MONTMORENCY. L'épaisseur de gypse est, quant à elle, comprise entre 6 et 12 m.

L'exploitant a rappelé que 55 % de la production française de gypse venait d'Île-de-France et que l'Î.D.F. représente 70 % des réserves nationales de gypse.

Au niveau de la carrière de MONTMORENCY, on retrouve, au nord du périmètre de la carrière autorisée, des zones rurales, et au sud, des zones plutôt urbaines.

Le remblaiement des galeries est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de la carrière, par un prestataire. PLACOPLATRE a créé une plateforme de rupture de charge dont le fonctionnement a démarré en mars 2022. Les déchets inertes ou sulfatés y sont déposés par les différents clients. Le prestataire choisi par PLACOPLATRE procède ensuite au remblaiement de la carrière à l'aide de plusieurs véhicules tous équipés d'extinction automatique, tel que rappelé par l'exploitant. Les horaires de fonctionnement de la plateforme sont 7 h – 16 h 30.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière, en lien avec les rubriques de classement :

- s'agissant de la rubrique 2510 : en 2022, environ 300 000 tonnes de gypse ont été extraits côté PLACOPLATRE. En 2023, il devrait être extrait environ 400 000 tonnes de gypse. Le site relève bien du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique.

- s'agissant de la rubrique 2515 : il n'y a pas eu de modification sur l'installation de concassage criblage, constituée d'un concasseur primaire, d'un crible et d'un concasseur secondaire. Cette installation a une puissance installée totale de 369 KW, soit une puissance inférieure à celle reprise dans l'arrêté de 2001. Toutefois, le seuil de l'enregistrement étant fixé à 200 kW, le site reste classé à enregistrement pour cette rubrique.

- s'agissant de la rubrique 1434-1 : l'installation de distribution de carburants n'a pas été modifiée depuis l'arrêté de 2001. Le site reste soumis au régime de la déclaration pour cette rubrique.

- s'agissant de la rubrique 2517 : cette rubrique vise la plateforme de rupture de charge qui a été réceptionnée par les services de la Driat en décembre 2021. La mise en service effective a été réalisée en mars 2022. Aucune modification n'a été apportée depuis mars à cette plateforme qui reste non classée.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Conduite de l'exploitation souterraine

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2021, article II-15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des remblais

**Prescription contrôlée :**

L'acceptation des remblais fait l'objet d'une procédure.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés, ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, cartons, tissus.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée. Le contrôle de leur conformité du chargement avec le bordereau de suivi est effectué avant l'entrée en carrière, par l'exploitant ou son préposé.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document de synthèse sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les moyens de transports utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. L'exploitant s'assure de la traçabilité des apports extérieurs en amont et en aval de la plateforme de rupture de charge.

Les matériaux, après avoir été déversés, doivent faire l'objet d'un contrôle de leur nature par une personne désignée préalablement par l'exploitant, en particulier :

- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé.

Le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule, doivent être évacués de la carrière, après analyses éventuelles, vers des centres dûment autorisés. Ces opérations sont notées dans le registre susvisé.

**Constats :**

Dans un premier temps, l'exploitant a rappelé avoir délégué le remblaiement de la carrière souterraine à un prestataire. Il a présenté les différentes procédures applicables au site :

- la procédure d'acceptation préalable générale du prestataire, version 3 du 12 avril 2022 et dénommée «Procédure d'acceptation d'une DAP». Elle décrit le processus d'acceptation d'une DAP ;
- la procédure spécifique du prestataire pour les sites PLACOPLATRE, version 0 du 29 juin 2021. Elle décrit le processus de réalisation des prélèvements contractuels et contradictoires à réaliser sur les sites PLACOPLATRE ;

- la procédure de contrôle renforcé, elle-même citée dans la procédure spécifique «PLACOPLATRE» qui définit, en introduction, les chantiers «sensibles» nécessitant un contrôle renforcé (chantiers avec l'un des critères suivants référencé sur BASOL, BASIAS, sur SIS, une ancienne ICPE...).

L'exploitant a précisé que la plateforme de rupture de charge permettait de contrôler visuellement la qualité des matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage, lors du déchargement de ces matériaux. En effet, devant le pont dédié aux remblais, il a été constaté la présence de 2 panneaux reprenant la liste des matériaux refusés et des matériaux acceptés.



L'exploitant a précisé que les camions qui apportaient les remblais étaient programmés, c'est-à dire qu'ils venaient sur le site de la carrière sur rendez-vous. La qualité et la provenance des apports extérieurs sont connues et enregistrées informatiquement.

Le registre de suivi a été présenté. Il reprend les items imposés. Associé au registre, un fichier reprend un système de code couleur reporté sur les lignes des déchets et sur un plan synthétique de la carrière, l'idée étant d'identifier la localisation des déchets remblayés dans la carrière.

Enfin, l'exploitant a présenté un tableau récapitulant les refus sur lequel est reporté : n° de bon, date, heure, immatriculation, transporteur, client, adresse, adresse chantier, n° DAP, famille (type motif : vient du manque de dap, du camion matériaux), précision sur refus, catégorie (passage caméra/qualité), suites données (refus, rechargement)/ vu tableau refus avec motif de DAP périmée, cubage. Une revue mensuelle de suivi des remblais se tient entre PLACOPLATRE et le prestataire.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

### N° 3 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article Article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche d'inspection n° 2 détaille les différentes procédures mises en place sur le site par PLACOPLATRE et son prestataire. Bien que le remblaiement de la carrière ait été délégué, le prestataire soumet, en amont, les caractéristiques des terres à remblayer, afin d'être validées ensuite par PLACOPLATRE puis traduites dans une note technique synthétisant l'ensemble des informations au travers notamment les caractéristiques du chantier, les données analytiques et le numéro d'acceptation.</p> <p>Un exemple de DAP a été présenté. Elle reprend bien l'ensemble des informations imposées par la réglementation dont le code déchet.</p> <p>De plus, l'exploitant a ajouté qu'une analyse était réalisée aléatoirement sur 1 chantier sur 2. S'agissant des terres sulfatées, une analyse est réalisée dès lors que 2 000 m<sup>3</sup> de terres ont été apportées au cours d'un même mois pour un chantier.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- l'origine des déchets ;</li><li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li></ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'avant acceptation des apports extérieurs, le prestataire lui soumettait les caractéristiques du chantier pour validation. Une fois validée, une note technique reprenant l'ensemble des items précités (informations sur le chantier avec les quantités d'apports extérieurs estimées et les résultats des analyses des terres). La DAP reprend ensuite le producteur des déchets, la durée de validité de la DAP, l'identification des matériaux (terres code déchet 17 05 04 ou 20 02 02 ou gravats code déchets 17 01 07), la DAP devant être retournée 48 h avant apports des matériaux.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Vérification et contrôle visuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article Article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification et contrôle visuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.  Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'un contrôle visuel était réalisé lors du déchargement des matériaux. Par ailleurs, au cours de l'inspection sur site, il a été constaté la présence de caméras au niveau du pont-bascule. Un portique de contrôle de la radioactivité est également positionné au niveau du pont-bascule.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Accusé de réception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article Article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accusé de réception
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :  - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<b>Constats :</b>  La DAP présentée par l'exploitant reprend la quantité totale de matériaux susceptible d'être acceptée sur le site.  Le tableau de suivi des matériaux reprend la quantité admise, la date et l'heure de l'acceptation des déchets.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Registre d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre d'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne, pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre est informatisé. Il reprend l'ensemble des éléments imposés. Un tableau distinct permet de suivre les refus.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet